



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article1916>

Avant et après septembre : La lutte pour les droits des Palestiniens doit s'intensifier

- BDS - Les actions BDS -



Date de mise en ligne : mardi 7 juin 2011

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Le Comité national palestinien



Palestine occupée, 1er juin 2011 -

Le comité national palestinien Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BNC) salue chaleureusement les grandes manifestations de la commémoration palestinienne de la Nakba le 15 mai, qui ont ravivé un esprit exceptionnel de résistance, de réel espoir et d'initiative héroïque dans la lutte pour les droits fondamentaux du peuple palestinien. Ces marches, menées essentiellement par des jeunes réfugiés palestiniens, donnent une nouvelle impulsion à la lutte palestinienne pour l'autodétermination, la justice et le retour des réfugiés expulsés ethniquement par les milices sionistes puis par Israël pendant la Nakba en 1948. Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BNC)

Le printemps arabe de la liberté, de la démocratie et de la justice sociale qui fleurit dans la région a été largement inspiré par des décennies de résistance populaire palestinienne contre le colonialisme de peuplement, l'occupation et l'apartheid d'Israël. En retour, ce printemps arabe inspire maintenant des protestations pacifiques palestiniennes massives, après avoir démontré que quand le seuil de la peur est franchi par assez de militants engagés et quand il y a une vision claire d'un futur libéré de l'oppression et de l'asservissement, tout oppresseur apparemment invincible peut être vaincu.

Les grandes manifestations non-violentes de jeunes Palestiniens en Cisjordanie, à Gaza, à Damoun, à Jaffa, à Maroun er-Ras (Liban) et à Majdal Shams (Syrie) ont ramené le droit au retour des réfugiés au coeur de la question de Palestine. En franchissant les lignes israéliennes jusqu'alors impénétrables, réelles et imaginaires, dans les Hauts du Golan occupés, des jeunes réfugiés palestiniens, en particulier de Syrie, ont pu prouver au monde, comme l'on fait leurs frères de Tunisie, d'Égypte et d'ailleurs, que la volonté de restaurer les droits est plus puissante que toutes les épées, y compris l'arsenal nucléaire futile d'Israël et toutes les autres armes de destruction massive.

A côté des révolutions populaires arabes en expansion et de leur capacité à renverser n'importe où certaines des dictatures les plus brutales, ces marches pour le retour du jour de la Nakba ont été soutenues par la résistance populaire actuelle contre le mur israélien illégal et contre les colonies construites sur le territoire palestinien occupé, et par le mouvement mondial BDS en expansion rapide, à direction palestinienne, qui compte des victoires surpassant les prédictions les plus optimistes.

La création récente, pour l'anniversaire du 1er mai, de la Coalition des syndicats palestiniens pour le BDS (PTUC-BDS), de loin la plus grande alliance de syndicats ouvriers et professionnels palestiniens, n'est autre que le dernier indicateur qu'au-delà d'un quasi consensus dans le soutien aux BDS, la société palestinienne réalise graduellement les tactiques du BDS dans tous les secteurs au sein d'une stratégie de résistance populaire et civique efficace. Le BDS a aussi grandi dernièrement à un rythme sans équivalent. Tout récemment, Stoppons le KKL/FNJ (Stop the FNF), une campagne BDS coordonnée avec International Jewish Anti-Zionist Network (IJAN), Scottish

Palestine Solidarity Campaign, Palestine Solidarity Campaign en Grande-Bretagne et d'autres partenaires, a joué un rôle clé en faisant pression sur le premier ministre britannique David Cameron pour qu'il abandonne son statut de bienfaiteur honoraire de l'organisation raciste.

Le retrait de la compagnie ferroviaire d'État allemande Deutsche Bahn du projet illégal israélien A1 de train connectant Tel-Aviv à Jérusalem a aussi créé un précédent dont l'impact ne saurait être sous-estimé.

La poursuite de pertes de contrats de milliards de dollars par Véolia, la compagnie française impliquée dans le projet illégal de tramway reliant des colonies israéliennes autour de Jérusalem à la ville, est aussi un rappel aux sociétés internationales ; qu'un partenariat qui profite des violations du droit international par Israël est non seulement anti éthique et socialement irresponsable, mais qu'il peut aussi coûter cher financièrement.

La rupture des liens de l'université de Johannesburg avec l'université israélienne Ben Gourion à propos de la complicité de cette dernière dans les violations des droits de l'homme a aussi brisé un tabou et donné au mouvement BDS sa victoire la plus concrète à ce jour dans le boycott académique.

La liste croissante d'artistes et de groupes musicaux boycottant Israël a été aussi un encouragement pour le mouvement. En bref, le BDS atteint de nouveaux horizons et cause une sérieuse alarme dans l'establishment israélien, comme l'a manifesté le ministre israélien Ehud Barak, avertissant que la pression contre Israël menace de dévaler « comme un glacier, de toutes les directions ».

Ce mois de septembre marquera le 20e anniversaire du début du « processus de paix » israélo-palestinien, largement reconnu, d'après tous les critères objectifs, comme un échec total. Ce processus factice a servi de camouflage pour une colonisation israélienne extensive des terres palestiniennes, pour le déni permanent des droits élémentaires palestiniens, et pour le nettoyage ethnique graduel des Palestiniens, tout en donnant simultanément une fausse impression de construction de la paix. Dans ce contexte, le BNC se réjouit de la reconnaissance par une grande majorité des Etats autour du monde du fait que le droit palestinien à la souveraineté et à la libération de l'occupation israélienne lui sont dus depuis longtemps et ne devraient plus rester otages d'une « diplomatie » des USA fanatiquement partielle dans sa défense de l'expansionnisme israélien. Toutefois, la reconnaissance d'une souveraineté palestinienne est clairement insuffisante en soi pour conduire à la fin réelle de l'occupation et du régime colonial d'Israël. Elle ne terminera pas non plus les décennies du système de discrimination raciale légalisée d'Israël, qui correspond à la définition de l'apartheid par l'ONU, ni ne permettra aux millions de réfugiés palestiniens de revenir dans leurs foyers d'origine d'où ils ont été violemment déracinés et exilés.

Une reconnaissance diplomatique doit conduire à la protection du droit inaliénable à l'autodétermination du peuple palestinien entier, représenté par une OLP démocratisée et ouverte non seulement aux représentants des Palestiniens sous occupation, mais aussi aux réfugiés exilés, la majorité du peuple palestinien, ainsi qu'aux citoyens discriminés d'Israël. Pour aller au-delà du symbole, cette reconnaissance doit être un prélude pour des sanctions efficaces et soutenues contre Israël, destinées à conduire à une pleine conformité avec ses obligations selon le droit international. Comme l'a montré la lutte pour terminer l'apartheid en Afrique du Sud, ainsi que les luttes actuelles pour la liberté la justice dans la région arabe, les gouvernements du monde ne se retournent pas contre un régime d'oppression manifestement illégal et immoral sur de simples considérations éthiques ; les intérêts économiques et la dynamique des pouvoirs dominants pèsent bien plus lourd dans ces considérations. En réalité, le discours militant et belliciste du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu devant le congrès US, couplé à la dernière soumission humiliante du président USA Barak Obama aux volontés israéliennes, montre au-delà du doute que quiconque s'accroche à l'espoir que Washington est capable ou veut contribuer à la construction d'une paix juste dans notre région est dans l'illusion.

La leçon clé apprise de l'Afrique du Sud, c'est que, pour que les gouvernements du monde mettent fin à leur

complicité avec des violations graves et persistantes des droits humains et de la loi internationale par Israël, il doivent y être obligés par une pression massive, bien organisée, de mouvements sociaux de base et d'autres composantes de la société civile. Dans ce contexte, le BDS a fait la preuve d'être la stratégie la plus puissante et prometteuse de la solidarité internationale avec le peuple palestinien dans notre lutte pour l'autodétermination, la liberté, la justice et l'égalité.

Au vu de cela, inspiré par la volonté et le pouvoir du peuple qui a fait naître le printemps arabe, le BNC appelle les gens de conscience et les groupes de solidarité internationale à avancer avec la construction d'un mouvement BDS de masse aux Etats-Unis et ailleurs, dans les pays les plus puissants du monde, avant et après septembre. Seul un tel mouvement de masse peut garantir qu'une quelconque reconnaissance diplomatique de la souveraineté palestinienne apparaissant à l'ONU en septembre fera progresser les droits du peuple palestinien et fera monter le prix de l'occupation, du colonialisme de l'apartheid d'Israël en l'isolant encore plus avec les complices de ses crimes. Un mouvement de solidarité massive pouvant tenir les représentants élus, particulièrement aux USA, responsables devant le peuple, par opposition à un lobby sioniste servant le programme des intérêts coloniaux des militaristes d'Israël qui entrent en conflit direct avec les intérêts des peuples américains et autres, est le seul espoir pour une paix complète et durable basée sur la justice.

Le Comité national palestinien Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BNC)

Traduction : JPB

Source : <http://www.protection-palestine.org/spip.php?article10673>